

BAC

Fin des épreuves d'une édition mouvementée

Dernière ligne droite pour les candidats aux épreuves du baccalauréat qui sonne la fin d'une semaine particulièrement mouvementée. La rumeur et l'intox auront accompagné cette édition 2015. Une situation à laquelle a fait front la ministre de l'Education en lançant une véritable offensive médiatique face à ce qui s'apparente à une tentative de déstabilisation du secteur.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Une fois n'est pas coutume, la fin des épreuves du baccalauréat sera cette année accueillie avec le même soulagement par les candidats que par les responsables du secteur. Et pour cause : la semaine n'aura pas été de tout repos. Elle aura au contraire été inédite. Le ton avait été donné dès le premier jour avec l'erreur dans le nom de l'auteur dans l'épreuve de littérature arabe. L'information avait fait le buzz, obligeant en fin de journée la ministre de l'Education à reconnaître l'erreur «inadmissible» et à promettre des sanctions. Nouria Benghebrît était loin d'être au bout de ses peines. Le lendemain, une autre polémique éclatait au grand jour. Des sujets de mathématiques et de sciences islamiques se retrouvaient partagés sur les réseaux sociaux moins d'une demi-heure avant le début des épreuves. La rumeur enflait alors au sujet d'une éventuelle fuite mais aussi sur des complicités de l'intérieur même des centres d'examen. Comment des candidats censés déposer leurs téléphones à l'entrée d'un centre d'examen réussissaient-ils à prendre en photo puis à partager les sujets en toute impunité ? Là aussi, la réaction de Nouria Benghebrît ne s'est pas fait attendre. Au second jour des épreuves, elle organisait un point de presse en fin de journée pour annoncer des poursuites judiciaires à l'encontre des personnes responsables de la mise en ligne des sujets du baccalauréat. La ministre de l'Education faisait savoir que son département allait prendre des mesures disciplinaires contre des surveillants qui auraient facilité la divulgation sur le net des sujets d'examen. Elle niera catégoriquement l'existence de fuites des sujets. En dépit de cette offensive sur le plan médiatique, l'ébullition continuait non pas dans les centres d'exa-

men mais sur les réseaux sociaux. La ministre de l'Education s'est ainsi retrouvée au cœur d'une affaire à laquelle beaucoup ont sciemment donné plus d'envergure qu'elle n'en avait en réalité. Il est certes inacceptable que des sujets d'examen comportent des erreurs, aussi minimes soient-elles. Il est tout aussi inacceptable que des sujets se retrouvent sur le net avant la fin des épreuves mais la ministre de l'Education peut-elle être montrée du doigt pour autant ?



Photo : DR

L'organisation des examens nationaux obéit à une véritable logistique de guerre. Une machine qui est mise en branle chaque année et qui visiblement montre des signes de vieillesse. De l'aveu même de l'ins-

pecteur général du ministère de l'Education, le processus d'élaboration des sujets d'examen mériterait d'être dépoussiéré pour éviter ce type d'erreurs à l'avenir. Des informations qui n'ont visiblement pas inté-

ressé ceux qui, trop occupés à tomber à bras raccourcis sur la ministre de l'Education, ont voulu aller vite en besogne. Face à ce déferlement de critiques, la ministre de l'Education a fait front pour rappeler que la crédibilité de l'examen était en jeu et n'avait aucun lien avec des règlements de comptes personnels.

Nouria Benghebrît n'a cependant pas totalement écarté l'hypothèse du complot la visant affirmant que ses réformes avaient pu déranger certains. L'épisode du bac 2015 restera néanmoins longtemps associé à la fraude, faisant oublier qu'il s'agissait là du premier baccalauréat sans l'aberrant seuil exigé jusque-là par les candidats.

N. I.

Le bac algérien ou l'amnésie ambiante

«A quelque chose malheur est bon.» Cet adage populaire ne semble pas connu chez nous. Tout au moins n'est pas appliqué pour résoudre de façon radicale des problèmes récurrents. Prenons le cas du pétrole. L'Algérie avait connu une crise sans précédent avec la baisse des cours vers la fin des années 1980. Les spécialistes avisés préconisaient, bien avant le choc, de relancer l'agriculture et le tourisme afin de propulser l'économie du pays. Et surtout de l'éloigner de sa dépendance nocive aux hydrocarbures.

La crise déclarée, ces compétences lançaient cet adage populaire («à quelque chose malheur est bon») pour secouer la léthargie ambiante. Sans succès. Et la crise revient, cyclique.

L'Algérie semble hermétique à cette sagesse populaire. Nous sommes en 2015, nous nous réveillons groggy par la chute drastique de cette richesse maléfique. Le serions-nous si on avait appliqué les sages recommandations des spécialistes et appliqué avec efficacité l'adage en question ? Du pétrole aux examens scolaires du bac, du brevet ou de la sixième, il n'y a qu'un pas. Le même scénario. Rappel.

La session du baccalauréat de juin 1991 avait vu une fuite massive des sujets. Les années suivantes virent des cas de fraude, des erreurs dans les sujets et des couacs dans l'organisation. Ces irrégularités ne seront pas médiatisées de façon scandaleuse – faute de médias commerciaux. Votre humble serviteur écrivait dans la défunte

revue *L'Ecole & la Vie* (1992/1998) : «Il est temps de réformer l'accès à l'université en emboîtant le pas aux autres pays développés, excepté la France. Pour cela, il nous faudrait mettre fin à l'actuelle formule d'un examen terminal dont la création remonte à l'année 1806. Plus de deux siècles !» Et de conclure l'article par l'adage populaire : à quelque chose malheur est bon. Comme pour la crise du pétrole, silence radio, et par la suite, une amnésie collective.

Plus de vingt années sont passées avec une réforme qui en est à sa douzième année. Rien n'a bougé. Un immobilisme qui nous ramène, chaque mois de juin, les mêmes problèmes posés par les examens/sanction hérités de la France coloniale. Il a fallu attendre juillet 2014 pour voir le ministère de l'Education nationale se lancer dans le vaste et difficile chantier de l'évaluation de la réforme de l'école. En bonne place figure la refonte des modalités d'évaluation du travail des élèves dont les trois examens nationaux : celui de 5^e AP, le brevet et le baccalauréat. L'évaluation du cycle secondaire, avec l'ouverture de l'examen du bac, est programmée pour juillet 2015. Il était temps ! Qui sait si notre pays ne va pas, enfin, se détacher de cet anachronisme pédagogique, véritable cordon ombilical, qui le relie aux vieilles recettes qui datent du moyen-âge de la pédagogie universelle ? L'espoir est permis.

Trop tapageuse que cette levée de boucliers et ces danses du scalp qui entourent cette édition du

bac 2015 ! Il y a anguille sous roche assurément. Non pas qu'il faille absoudre les auteurs des irrégularités ou fermer les yeux sur ces dernières, mais seulement savoir raison garder. Et si cette évaluation de la réforme de juillet 2014 et 2015 dérangeait des cercles hostiles au changement et à la modernisation de l'école ? Pour les patriotes intègres, il ne fait aucun doute que la nouvelle politique éducative du ministère a pour finalité d'arrimer notre école au train du progrès humain.

C'est là le message subliminal du triptyque stratégique arrêté en juillet 2014, par la Conférence nationale d'évaluation de la réforme. Attendons la prochaine étape de juillet 2015. Elle tordra le cou aux archaïsmes pédagogiques et aux situations rentières (pas au sens commercial) générées par un statu quo de plusieurs décennies. Et la réforme du bac est l'une des cibles de cette conférence nationale qui s'annonce décisive. Dans une prochaine contribution, nous donnerons les détails des modalités d'admission à l'université, telles qu'instituées par tous les pays occidentaux – excepté la France.

Il s'agira de dresser la liste exhaustive des dérives (et des délires) causées par des examens mythiques aux fondations vermoulues. Des mythes qui ont la peau dure pour une simple raison : le changement positif fait peur à certains. Ils préfèrent, et de loin, le doublet confort de l'obscurité d'un tunnel nommé : immobilisme.

Ahmed Tessa, pédagogue à la retraite

CE MONDE QUI BOUGE

Gaïd Salah, Saâdani et Hollande

Il y a peu, personne n'aurait parié un «douro» sur Amar Saâdani. Aujourd'hui ? Il savoure comme jamais le fait d'avoir été triplement légitimé. Une première fois en se faisant plébisciter comme secrétaire général du FLN, à l'issue d'un congrès sans véritable enjeu. Une seconde fois, grâce à cette soudaine entrée de plusieurs ministres dans la direction du FLN (étaient-ils encartés ?), et du coup, voilà l'ex-parti unique devenu parti de gouvernement, un statut que Saâdani a de tout temps revendiqué. Et même le Premier ministre Abdelmalek Sellal, qui n'a pas eu de mots assez durs envers Amar Saâdani à propos de ses attaques contre le DRS et son chef le général Mohamed Mediene, a pris sa carte du parti, comme «simple militant».

Enfin, avec la lettre de félicitations que lui a adressée le chef de l'état-major de l'armée, le général Gaïd Salah, à l'occasion de son élection à la tête du parti, Amar Saâdani se voit plus que jamais conforté face à ceux au sein du parti

qui voulaient sa peau. On imagine la joie qu'un tel soutien lui a procurée.

En effet, jamais dans l'histoire du FLN de ces vingt dernières années, on n'a vu un secrétaire général de l'ex-parti unique adoubé publiquement à la fois par le président de la République et par son vice-ministre de la Défense et patron de la grande muette. Ni Abdelahmid Mehri, ni son successeur, l'auteur du «coup d'Etat scientifique», Boualem Benhamouda, n'ont eu une telle chance. Et encore moins l'islamonomiste, ex-chef du FLN et ex-Premier ministre, Abdelaziz Belkhadem, qui avait pourtant grandement contribué à évincer Ali Benflis de la direction du parti, fait élire Abdelaziz Bouteflika comme «président d'honneur du FLN» par le 8^e congrès du parti ! Certes, la complicité qui existait alors entre le Président Bouteflika et son ex-Premier ministre s'était, au fil du temps, dégradée, mais le vizir Belkhadem, qui avait eu le tort de nourrir l'espoir de lui succéder à la tête de l'Etat, a été brutalement mis

à la porte. Avec Amar Saâdani à la tête du FLN, point d'inquiétude, le clan présidentiel n'a aucune crainte à nourrir. C'est l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. L'actuel secrétaire général du FLN a été adoubé par ceux qui l'ont fait «roi» en raison de sa docilité, avec une mission précise : faire rentrer le FLN dans le rang, et accomplir sans se poser de question, sans état d'âme, ce qu'on lui demandera de faire.

Pour en revenir au message du général Gaïd Salah, il émane d'un militaire assumant la fonction de vice-ministre de la Défense au sein d'un gouvernement formé et présidé par Abdelaziz Bouteflika, qui est constitutionnellement, faut-il le rappeler, chef des armées. Ce qui signifie qu'à partir du moment où le général Gaïd Salah avait accepté en septembre 2013 de faire partie de l'exécutif sans démissionner de son poste de chef d'état-major, l'armée avait déjà choisi son camp. D'autant que l'entrée de Gaïd Salah au gouvernement avait eu lieu quelques jours après le coup de force introni-

sant Amar Saâdani à la tête du FLN, et à quelques mois de l'élection présidentielle d'avril 2014. C'était comme dirait l'autre quelque peu prévisible... Aussi, la vraie question est-elle de savoir pourquoi Gaïd Salah a mis deux ans pour assumer publiquement son soutien à l'ex-parti unique, via son secrétaire général. Pourquoi maintenant ? A l'évidence, il ne semble pas que Gaïd Salah ait exprimé un choix personnel, mais celui de tout ou partie de l'institution militaire. Et dans le contexte des sourdes luttes autour de la succession du chef de l'Etat, ce choix a le mérite de clarifier la situation. L'opposition ou ceux qui militent pour un changement politique pacifique et démocratique savent désormais de quoi il en retourne : si alternance au pouvoir il y a, elle aura lieu au sein même du système.

La lettre de Gaïd est aussi un message adressé aux partenaires de l'Algérie. François Hollande, qui effectuera une visite à Alger lundi prochain, et qui ne vient pas seulement pour tenter de fourguer



Par Hassane Zerrouky

quelques avions et autres joujoux militaires et s'assurer que le concurrent chinois n'est pas en train de s'accaparer la majeure partie du marché algérien, sera sans doute le premier chef d'Etat étranger à être mis au parfum. En raison de la maladie du chef de l'Etat, Paris, comme Washington, voudra savoir qui détient réellement les rênes du pays et avec qui parler. Avec sa lettre à Amar Saâdani, Gaïd Salah a sans doute levé un coin du voile et fourni un début de réponse.

H. Z.